

Session Plénière du 23 Juin 2016

Intervention de Véronique PEAN

Rapport N°16.03.09 – Une Région Participative et Citoyenne

Monsieur le Président,

Dans cet indigeste pensum de 19 pages, vous clamez votre volonté de progrès démocratique au nom du désir croissant à l'échelon planétaire. Permettez-moi de vous rappeler que vous êtes le président d'une région, et que vous êtes responsable de ce qui se passe à l'échelon régional !

Mais je suis d'accord avec vous sur le constat que vous dressez du désarroi de nos concitoyens.

Non seulement ils ne peuvent plus savoir qui fait quoi dans les arcanes de la puissance publique mais, pire, ils se demandent maintenant pour qui et dans quel but la puissance publique agit. L'injustice fiscale n'est pas un sentiment : c'est une réalité qu'ils vivent au jour le jour quand les services publics se rétractent comme peau de chagrin, que les gaspillages s'étalent à tous les niveaux, que les derniers arrivés sont les premiers servis ; les citoyens, abandonnés par les Pouvoirs publics en place et les décideurs dont vous faites partie, ne comprennent plus rien à vos faits et gestes.

Pourtant, avec plus de 4 millions consacrés chaque année à la communication, la Région a les moyens d'expliquer ses politiques, la façon dont elles sont mises en œuvre et elle peut rendre compte de son action. Encore faudrait-il renoncer à utiliser ce jargon politico-administratif, truffé de *novlangue* pour initiés que vous pratiquez couramment et qui ruine d'emblée toute proximité avec les citoyens.

Votre constat est le bon « la démocratie est malade ». Mais alors que vous savez que les procédures sont lourdes et les schémas d'action complexes, vous voulez maintenant alourdir les schémas et compliquer les procédures ! Vous prescrivez un remède pire que le mal Voulez-vous donc la fin du patient ? Il est vrai qu'une fois mort il est guéri, définitivement.

Pour faire croire que vous voulez combler le déficit de démocratie vous agitez la démocratie participative comme un leurre ! ... Le Leurre, c'est ce petit morceau de cuir et de plumes qui sert au dressage des oiseaux de fauconnerie...

N'essayez pas de dresser les électeurs, Monsieur le Président.

Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Raymond Boudon avait déjà repéré le phénomène. Il a donné plusieurs pistes pour sortir de l'impasse où la démocratie se dissout actuellement. En particulier il appelait à ne pas substituer aux idées fondatrices, des notions à la mode ; et de là une critique sévère de la démocratie participative qu'il savait mener au divorce entre les citoyens et les élus, et à des luttes de pouvoir entre minorités actives.

L'actualité nous en donne quelques illustrations : sous la pression des milices d'extrême-gauche et des casseurs, le gouvernement n'a-t-il pas tenté de supprimer le droit de manifester ?

En démocratie, les élus sont les seuls porteurs et défenseurs de l'intérêt général. Et ils en sont responsables devant le corps électoral, seule source de légitimité. Vous voulez leur substituer des inconnus tirés au sort, des amis cooptés entre soi, des associations subventionnés, des militants professionnels... tous obligés ou clients représentant au mieux 1% de la population.

Sur la page FaceBook de la conférence régionale de la jeunesse 298 « J'aime »... sur un total estimée par l'INSEE de plus de 400 000 jeunes de 15/25 ans !

Des budgets participatifs pour les lycées ? L'idée vient de Ségolène Royal en Poitou Charente... Elle a donné d'intéressants résultats en termes d'investissements pour le mieux vivre et travailler : au lycée Elie Vinet de Barbezieux on a préféré « musiques sans frontière » à l'amélioration thermique des locaux ; au lycée Louis Delage de Cognac on a préféré un projet solidaire au Sénégal à l'insonorisation de la salle de musique....

Ne mettons pas sur les épaules des jeunes – qui ont autre chose à faire, s'instruire, étudier, préparer leur avenir – des responsabilités que les adultes, élus ou fonctionnaires rémunérés pour cela répugnent d'assumer au grand jour.

La démocratie, comme la république est une et indivisible. Elle ne souffre aucun arrangement entre amis, aucun accommodement de circonstances. La Constitution, les lois et les usages organisent l'implication des citoyens dans la gestion de la chose publique, et leur donnent des moyens de contrôle nécessaires.

C'est avec le retour aux fondamentaux de la démocratie que les citoyens retrouveront confiance et désir de s'impliquer plus - sans structures redondantes, incompréhensibles, anonymes et finalement fantoches. Donc nous n'approuverons ni la mise en place de « panels territoriaux pour le progrès démocratique », ni les budgets participatifs dans certains lycées, ni l'évolution de la conférence régionale de la jeunesse en une contrefaçon du Conseil régional.